

Survol des négociations de l'OMC sur l'agriculture

M. Azevêdo est à Washington pour recueillir du soutien pour les prochaines étapes de Doha

Le directeur général de l'OMC, M. Roberto Azevêdo, s'est rendu à Washington cette semaine pour y rencontrer divers représentants du gouvernement américain, parmi lesquels le représentant au Commerce des États-Unis, M. Michael Froman, des membres du Congrès et des représentants de la U.S. Chamber of Commerce.

Dans un discours qu'il a prononcé devant cette dernière, le chef de l'OMC a réitéré la nécessité de récolter les avantages de Bali en mettant en œuvre les décisions et les accords qui y ont été conclus, ainsi que d'élaborer un programme de travail nettement défini dans la perspective de mener le programme de Doha pour le développement (PDD), qui est paralysé depuis un bon moment, à terme une bonne fois pour toute, comme l'on enjoint les ministres du Commerce à Bali.

Nous ne pouvons pas nous permettre de simplement épousseter nos anciens documents de Doha et de revenir aux mêmes anciennes positions intractables (...) et par conséquent, pour commencer ce travail, nous devons repenser notre approche (...). Nous avons besoin d'un processus d'engagement plus flexible qui nous permet de surmonter les obstacles bien connus qui nous ont paralysés par le passé », a déclaré M. Azevêdo aux dirigeants commerciaux des États-Unis.

Bien qu'il ait milité pour que l'on prenne dans le collimateur, en premier lieu, les questions qui sont réputées être « réglables », M. Azevêdo s'est empressé de clarifier qu'il n'était pas question que cette stratégie sabre dans le niveau d'ambition et de chercher à viser un autre paquet qui serait composé de sujets dits « fruits à portée de la main ».

Je pense que nous devons nous attaquer d'abord aux problèmes vraiment intractables, a-t-il affirmé. Certaines questions n'ont même pas été discutées depuis près de six ans. Le moment est venu de les remettre sur le tapis».

Un certain nombre de pays ont milité pour que les questions portant sur l'accès aux marchés en agriculture figurent parmi le prochain ensemble de sujets compris dans le prochain programme de travail, et il est clairement compris que « si l'agriculture est incluse dans les pourparlers, les deux autres pattes du trépied le sont également : les biens et services industriels et les services », d'ajouter M. Azevêdo.

« Ces questions sont difficiles parce que ce sont elles qui produisent les gains importants. Si nous pouvons trouver des solutions pour l'agriculture, les biens et les services industriels, nous aurons l'élan et la volonté politique nécessaires pour mener le cycle à bonne fin– les autres questions tomberont en place bien plus facilement. Par contre, si nous ne trouvons pas de solution pour les grands enjeux, tout progrès ailleurs sera limité, » a-t-il conclu.

Le programme annuel de la politique commerciale de la Maison-Blanche

La visite de M. Azevêdo a lieu au beau milieu d'un débat animé qui se déroule actuellement à Washington et qui porte sur le programme commercial du gouvernement Obama pour 2014. En fait, l'USTR a déclaré qu'il « [traduction] continuera de mettre en œuvre la vision commerciale du président, qui repose sur l'ouverture des marchés, l'uniformisation des règles du jeu pour les travailleurs et les producteurs américains et la pleine application de nos droits commerciaux dans le monde entier ».

Les deux initiatives qu'il a citées comme étant nécessaires pour contribuer à atteindre les objectifs du président Obama, qui consistent à doubler les exportations en 2015 tout en créant environ deux millions d'emplois dans le cadre du processus, sont l'Accord de partenariat transpacifique (PTP) et le Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (TTIP), qui sont tous deux en cours de négociation.

Tout en évitant de fixer un délai pour la conclusion de l'ALE entre les États-Unis et l'UE– qui ne vient que d'aborder sa quatrième série cette semaine - l'USTR a laissé entendre que 2014 est l'année pendant laquelle il prévoit que les négociations du PTP se termineront, ce qui « permettra de conclure un accord commercial de haut niveau pour la prochaine génération dans la région du monde qui affiche la plus forte croissance », déclare-t-il dans le rapport.

Les négociations du PTP ont des incidences à la fois économiques et géopolitiques pour les États-Unis, dont les représentants décrivent l'accord comme étant critique pour l'économie convalescente du pays, mais également, et c'est plus important encore, comme un moyen d'accroître l'influence américaine dans la région de l'Asie-Pacifique et de faire une concurrence directe à la Chine.

Comme l'a signalé M. Froman, « [traduction] il y a d'énormes nouveaux marchés en puissance dans la région : le demi milliard de consommateurs de la classe moyenne en Asie d'aujourd'hui passera à 2,7 milliards en 2030 ».

Cependant, deux aspects du rapport ont été généralement critiqués. Le premier a trait à la demande relativement faible pour la Trade Promotion Authority (TPA) (autorisation de promotion du commerce), qui continue d'être considérée comme critique pour permettre que les négociations se poursuivent. Dans le rapport, l'USTR déclare que « [traduction] pour faciliter la conclusion, l'approbation et la mise en œuvre de notre négociation en matière d'ouverture des marchés, nous collaborons avec le Congrès pour soutenir l'adoption globale, par les deux partis, de la Trade Promotion Authority ».

Le second est l'échéance de 2015 pour conclure le PTP, date que certains observateurs considèrent comme peu ferme, si l'on tient compte de l'urgence qu'ont manifesté les États-Unis depuis novembre dernier. Les observateurs prévoyaient un délai plus rapproché, en raison des élections de mi-mandat aux États-Unis cet automne et de la nécessité pour les pays du PTP de pousser pour une percée avant avril, afin que le président Obama et le premier ministre du Japon, M. Shinzo Abe, puissent annoncer un résultat concret au moment où M. Obama se rendra en visite au Japon pendant la semaine du 21 avril.

Pourparlers bilatéraux entre le Japon et les États-Unis

Les États-Unis et le Japon sont censés reprendre les pourparlers bilatéraux cette semaine. Les deux pays n'ont pas été en mesure de réduire leurs divergences en matière d'accès aux marchés, surtout dans les secteurs de l'agriculture (où le Japon cherche à protéger ses cinq catégories de produits sacrés – les produits laitiers, le riz, le blé et l'orge, le sucre et l'amidon, le bœuf et le porc) et dans lesquels les États-Unis refusent de céder sur l'automobile et les camionnettes.

Ces deux pays représentent une grande partie des gains qui découlent de l'accord sur le PTP – sur les 40 % combinés du PIB mondial que représentent les 12 pays du PTP, 70 % proviennent du Japon et des États-Unis. Par conséquent, une percée dans leurs négociations parallèles, particulièrement sur l'accès aux marchés, est considérée comme déterminante pour que les pourparlers parviennent à une conclusion heureuse.

Prochains événements

- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 14 mars, 6 juin, 13 novembre 2014
- Réunion des négociateurs principaux du PTP, à déterminer
- Conseil général de l'OMC, 14 mars, 8-9 mai, 24-25 juillet, 7-8 octobre, 10-12 décembre 2014
- Réunion des ministres de l'APEC responsables du commerce, 17-18 mai à Qingdao (Chine)
- Forum de l'OCDE de 2014, 5-6 mai 2014, Paris
- Conférence des ministres du Commerce du G-20, 19 juillet 2014, Sydney (Australie)
- Sommet des dirigeants du G-20, 15-16 novembre 2014, Brisbane (Australie)

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca/.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

